

EHPAD

Les profits de la honte

P.3

Tipiak

*La direction contrainte
de céder !*

P.5

Meeting de Fabien Roussel

Infos pratiques

P.7

FABIEN ROUSSEL

MEETING À NANTES

Nouvelle date

LUNDI 21 MARS

**Salle 800
Cité des Congrès
à 19h**

Édito :

Avec Fabien Roussel, faire renaître l'espoir et relever la gauche !

Aux côtés des salariés en lutte, sur les marchés ou en porte-à-porte, les communistes sont plus que jamais mobilisés sur le terrain, à 41 jours du scrutin présidentiel. Les quelques jours devant nous sont en effet cruciaux pour faire valoir nos propositions de progrès et de rupture avec le capitalisme qui broie les Hommes autant qu'il épuise notre environnement. Essentiels également pour faire grandir la bataille des idées et l'espoir face à ceux qui prônent la haine et la division.

La période nous invite en effet à offrir des débouchés politiques de progrès à la colère et au désespoir qui tenaille bon nombre de Français. Tandis que les factures des ménages explosent avec une inflation galopante qui ne cesse de grever le porte-monnaie du plus grand nombre, nous disons qu'il est temps de changer de cap pour qu'advienne enfin « **La France des Jours heureux** ». Avec une boussole, se **réapproprier les richesses que nous produisons pour satisfaire nos besoins plutôt que l'appétit insatiable des actionnaires. C'est tout le sens de nos propositions d'un SMIC à 1900 euros bruts ou encore de la retraite à 60 ans...**

Le déplacement de notre candidat et secrétaire national, Fabien Roussel, dans le département le 21 mars prochain marquera un nouveau temps fort de la campagne avec un grand meeting à la Cité des Congrès à 19h00. Forts d'une visibilité retrouvée, et d'un courant de sympathie réel, à nous désormais d'ouvrir en grand la brèche qui se dessine et de convaincre sans relâche. Pour défendre encore mieux demain les intérêts des salariés et familles populaires, renforcer notre Parti et redresser la gauche. Pour relever ce défi, chaque geste sera utile, la mobilisation de tous comptera. **En avant et rendez-vous le 21 Mars prochain !**

Robin SALECROIX

Jeux olympiques

À Pékin, neige et feux d'artifice de clôture



« J'ai fait un rêve », que le monde ressemble à cette cérémonie de clôture touchante. Le rapprochement et l'amitié entre les peuples, la compréhension mutuelle, la fraternisation entre les participants sont des valeurs liées à l'olympisme, elles demeurent et peuvent avoir une dimension universelle par le sport. Cela n'a rien de désuet, la paix et les droits sont toujours d'actualité. Les défendre ne va pas de soi dans un monde réel marqué par l'individualisme libéral et la concurrence entre pays dit dominants ou à régime politique antagoniste. Et pourtant, n'y va-t-il pas de la nécessité d'un monde plus coopératif et humanisé ?

La volonté étasunienne de boycott diplomatique n'a pas fonctionné. Cependant, l'utilisation des jeux olympiques pour promouvoir des campagnes idéologiques d'incitation ou de condamnation restent d'actualité. Elles sont souvent à sens unique.

Des commentaires médiatiques pendant la cérémonie

d'ouverture en portent le reflet. Le domaine du sport y est débordé. Des méfaits sont dénoncés, des conflits et atteintes aux droits de l'homme (passé, présent ou futur...) sont rappelés. Ce n'est pas en soi un problème car on ne peut en rester à une vision angélique du sport, une espèce de pureté de celui-ci en dehors des tensions internationales. Sauf que ce n'est plus du sport et que ce n'est pas aux athlètes d'en porter le fardeau.

Cependant cette pratique, si elle a sa légitimité, est marquée par une dimension unilatérale et sélective, le « deux poids deux mesures », par une critique à charge à peine voilée pour dévaloriser le pays qui déplaît ou qui est sensé poser un problème dans l'actualité. Un effet des points de vue idéologiques dominants et conformes largement entretenus de manière permanente. **Pour finir, Bravo aux athlètes de tout pays pour les beaux moments de sport.**

Burkina Faso



Après le Soudan, la Guinée et le Mali, le Burkina Faso est devenu le quatrième pays africain à connaître un coup d'État en moins d'un an. **Le 24 janvier, des militaires sont sortis de leurs casernes pour prendre le contrôle de la capitale** Ouagadougou au dépens du régime du président Kaboré. Une junte, dirigée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, autoproclamée Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), a revendiqué le pouvoir.

Depuis la révolution de 2015 qui a renversé la dictature de Blaise Compaoré – actuellement jugé pour son rôle dans l'assassinat du président Sankara en 1987 – le Burkina Faso connaît une grave crise sécuritaire avec l'émergence de groupes djihadistes qui occupent une partie importante du territoire, crise qui a connu son apogée avec la mort de 57 personnes dont 53 gendarmes à Inata (nord) en novembre. **L'exaspération au sein de l'armée et de la population devant l'incapacité du président Kaboré à restaurer l'ordre était à son comble.**

Si la junte n'a pas donné de calendrier de transition, elle a rencontré peu d'opposition de la part de la société civile, soulagée du départ de l'ancien président. Une de ses premières décisions a été la mise en place d'un Commandement des opérations du théâtre national, chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme. Il semble donc que la désorganisation au sein de l'armée soit la source du putsch.

Depuis la chute du régime libyen de Mouammar Kadhafi en 2011 suite à l'intervention militaire de l'Otan sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, les pays du Sahel sont confrontés à la prolifération de la menace djihadiste sur leurs territoires.



Ukraine

L'offensive est lancée

Les forces terrestres russes sont entrées dans la nuit du 23 au 24 février sur le territoire ukrainien en plusieurs points. **L'offensive a été lancée par le Donbass à l'est, la Crimée au sud et la Biélorussie au nord.** Cet acte intervient deux jours après que Vladimir Poutine a annoncé la reconnaissance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk autoproclamées.

Ces événements, que l'on ne peut qualifier autrement que d'agression, constituent la plus grave menace à la sécurité collective de l'Europe depuis le démantèlement de la Yougoslavie. L'objectif affiché par la Russie n'est plus simplement la chute d'un régime voisin qui lui est hostile, mais bien la conquête de territoires entiers.

Conséquence de huit ans de déséquilibre en Europe de l'est depuis le coup d'État de Maïdan en 2014, la guerre russo-ukrainienne vient sanctionner l'absence de cadre de sécurité commun aux États européens. L'avancée toujours plus à l'est de l'OTAN se fait au détriment des considérations russes. De plus, aucun État ne tolérerait la présence de troupes hostiles ou de missiles de moyenne portée à ses portes. L'absence de poids des États-Unis, qui avaient annoncé au préalable qu'ils n'engageraient pas de troupes pour défendre l'Ukraine, dans le rapport de force, a laissé la porte ou-

verte à l'offensive russe.

Que dire de l'action des Européens, Emmanuel Macron en tête ? Si le président français a eu le mérite de tenter jusqu'au bout la voie diplomatique pour sortir de la crise, son incapacité à proposer une autre voie que celle des États-Unis – refus de s'engager sur la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN par exemple – l'a rendu totalement inaudible auprès de Vladimir Poutine.

La Russie est totalement isolée diplomatiquement, même la Chine se montrant réservée sur les événements en cours. Le gaz russe ne passera plus en Allemagne, pour le plus grand bonheur des centrales à lignite.

Désormais, l'urgence est à la désescalade. Aucun plan de sortie de crise ne pourra faire l'impasse sur la protection des populations dans les zones de guerre en Ukraine et sur la préservation de la sécurité et de l'intégrité territoriale de toutes les parties. Toute extension de l'OTAN vers l'est, comme toute annexion du territoire ukrainien par la Russie serait une catastrophe pour la paix.

Pour les communistes, la dénonciation de la guerre d'agression en cours est une nécessité. Invité sur France 2 le 24 février, Fabien Roussel a appelé à « désarmer les armées ».

Portugal

Le PS sème la « rigueur » et récolte l'absolutisme

Les résultats des élections législatives portugaises ont donné une majorité absolue au PS et à son chef de file, le premier ministre sortant Antonio Costa. Une crise politique avait vu le jour en novembre dernier lorsque le projet de budget proposé par le gouvernement socialiste avait été rejeté par l'Assemblée de la République. Notamment par les partenaires de gauche du PS, le Parti communiste portugais (PCP), « les verts » et le Bloc de gauche (BE). En cause, l'incapacité des socialistes à prendre en compte des propositions des partenaires sur l'augmentation du smic ou sur le renforcement du système national de santé.

La volonté hégémonique du PS avait conduit le Président de la République Marcelo Rebelo de Sousa à convoquer des élections anticipées. Donnés au coude à coude par les ins-

tituts de sondage (33 % tous les deux), le PS et la droite, incarnée par le PSD, prétendaient à la victoire. Mais, avec près de 42 % des voix contre 29 %, **Antonio Costa a gagné son pari : gouverner seul sans dépendre du PCP (4,3 %) ou du BE (4,4 %).** Les sondages ont précipité l'électorat de gauche dans le vote dit « utile ». Par conséquent, la majorité absolue acquise, le PS a les mains libres pour appliquer un programme qui tourne de plus en plus le dos aux ambitions de progrès social qui avaient permis la victoire de toute la gauche en 2014.

Autre fait marquant de ces élections, le score élevé de l'extrême droite qui, avec 7 % des voix, fait élire douze députés fascistes, nostalgiques de la dictature de Salazar.





Mal-logement

Un nouveau rapport qui inquiète

Mercredi 2 février, la Fondation Abbé Pierre présentait son 27^{ème} rapport annuel sur « L'état du mal-logement en France ».

Selon les derniers chiffres, 4 millions de personnes sont non ou mal logées en France et 14,6 millions de personnes sont fragilisées par la crise du logement. Selon un sondage Ipsos pour la Fondation, sur l'impact de la crise sanitaire sur le logement, les craintes pour 2022 restent fortes : 32 % des Français expriment des craintes liées au logement : **difficultés à payer leur logement (24 %), impossibilité de changer de logement pour raisons financières (20 %) ou au contraire, être obligé d'en changer pour les mêmes motifs (15 %).**

Ce rapport met en avant la précarisation de couches entières de la population mais dresse également un constat cinglant du quinquennat d'Emmanuel Macron qui s'avère « pas à la hauteur » des enjeux liés au premier poste de dépense des Français.

Depuis 2017, les réformes se sont succédées, aggravant systématiquement les inégalités à l'exemple des APL : **baisse de cinq euros par mois et par ménage, gel puis quasi-gel entre**

2017 et 2019, calcul en fonction des revenus récents, sans oublier les conséquences du dispositif de réduction de loyer de solidarité (RLS).

Auditionné par les représentants de la Fondation, Fabien Roussel est revenu sur les conséquences de ces réformes compensées par les baisses de loyers demandées aux bailleurs sociaux par le gouvernement. **Le résultat, c'est 1,3 milliard par an qui pourrait être investi dans la rénovation thermique et la construction de 200 000 logements** pour aller vers les 30 % de logements sociaux en zone urbaine sans oublier l'hébergement pour les étudiants et les jeunes travailleurs.

Pour Fabien Roussel, « l'objectif du PCF, c'est permettre à tous de gagner un salaire digne et de vivre dans un logement correct et bien chauffé. Depuis 1954, le PIB français a été multiplié par six, les moyens existent, c'est une affaire de volonté politique. »

À noter que l'Huma-café organise une rencontre-débat sur le logement avec Philippe Gallis (membre de l'association Droit Au Logement), le vendredi 18 mars à 18h au lieu unique à Nantes.

EHPAD

Pour que cessent les profits de la honte



Considéré comme un marché comme un autre, celui de l'hébergement des personnes âgées dépendantes, baptisé avec cynisme « or gris », ne cherche pas à faire preuve de la moindre moralité. La seule loi étant, là comme ailleurs, celle du profit et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de grands groupes cotés en bourse. Il faut reconnaître que pour **obtenir 160 millions d'euros de résultat net et pouvoir en distribuer 58 aux actionnaires, pour ce qui concerne le groupe Orpéa (1156 établissements de par le monde), cela nécessite beaucoup de talents et une absence totale de scrupules.**

Le livre récent de Victor Castanet, « Les Fossoyeurs », dévoile ainsi tout ce qui est mis en œuvre pour que cette course aux profits puisse donner pleinement sa mesure. Rien n'y est laissé au hasard, tant dans les négociations avec les fournisseurs que dans les restrictions mesquines imposées aux résidents, ainsi qu'aux personnels.

Or, les mesures d'économies drastiques mises en place pour les personnes âgées et dépendantes sont telles qu'elles relèvent de fait de la maltraitance. Ainsi, que ce soit **sur les repas, les couches de protection, le matériel ou la prise en charge médicale, les coupes budgétaires imposées à tous les niveaux** révèlent le mépris absolu dans lequel sont tenus les résidents. Le sort pitoyable réservé à nos anciens au

nom de juteux intérêts est indigne. Depuis de nombreuses années, des membres des personnels, certains responsables, tentent d'alerter la société civile sur la maltraitance en Ehpads, des enquêtes ont été menées, mais tout a été fait pour étouffer les critiques, que les mauvaises pratiques perdurent. Affectés eux-mêmes par de mauvais salaires et des sous-effectifs manifestes, la pratique syndicale empêchée quand elle n'est pas « maison », les salariés du grand âge, bien qu'ayant souvent choisi de travailler dans le secteur du soin par goût personnel, connaissent l'écoeurement quand ce n'est pas le burn out.

Ces dernières décennies, la collectivité a abandonné progressivement le soin que nous devons porter à nos aînés pour laisser la place au privé. Les résultats de cette privatisation apparaissent aujourd'hui, sordides. La situation demande maintenant des mesures fortes, mesures développées dans le programme des Jours heureux : création d'un service public du grand âge, de 300 000 emplois en Ehpads et 100 000 aides à domicile, revalorisation des salaires, mise sous tutelle des établissements dépendant de groupes privés, « contribution solidarité » sur les dividendes, investissements conséquents...

Face au scandale dévoilé, la réponse à apporter concerne l'ensemble de la société.

De 1,5 à 3 milliards d'euros

Pour des cabinets en conseil privé



Après la publication du livre enquête « Les infiltrés », écrit par Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, **le gouvernement est sous le feu des critiques pour ses achats de « prestations intellectuelles » auprès de divers cabinets de conseil qui coûtent plusieurs milliards d'euros chaque année à l'État et aux collectivités territoriales.**

Le recours quasi systématique aux entreprises de consulting privées pour de la production de données, de conseils en gestion de crise, vire même pour fixer les grandes orientations économiques du pays pose question. Alors que des fonctionnaires compétents devraient effectuer ce travail pour moins cher et surtout en toute indépendance des milieux financiers dont dépendent ces entreprises.

Suite à ces révélations, la sénatrice Éliane Assassi a demandé l'ouverture d'une commission d'enquête sur l'influence des cabinets de conseil, car au-delà des coûts faramineux que représentent ces prestations, c'est bien le problème démocratique qui inquiète au Sénat. La sénatrice, ainsi que plusieurs de ses collègues, a été surprise que des « livrables » écrits par un cabinet arboraient uniquement le logo du ministère de la Santé ou encore que ce soit un ancien salarié de Capgemini qui soit chargé de revisiter le service des correspondances de l'Élysée. Entre pantouflages et risques d'influences extérieures de ces sociétés majoritairement anglo-saxonnes, **quels sont aujourd'hui leurs niveaux d'incidence sur les décisions de l'État ?**

Après son audition, la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Amélie de Montchalin, a annoncé un meilleur encadrement du recours aux expertises externes à la fonction publique. **L'exécutif cherche maintenant à répondre à l'émoi suscité et annonce une baisse de 15 % des dépenses en conseil extérieur pour l'année 2022.**

Le pluralisme de la presse

Venue de Fabien Gay à Saint-Nazaire et à Nantes



Il nous faut faire revivre le pluralisme de la presse qui a été mis à mal depuis trop longtemps : ces dernières décennies ont vu disparaître trop de titres, faute de moyens financiers. L'Humanité tient son indépendance par ses lectrices et ses lecteurs, notamment avec la souscription permanente, contrairement à une très grande majorité de la presse et des autres médias qui sont détenus par les très gros groupes industriels.

C'est dans ce contexte que nous avons reçu à Nantes le nouveau directeur de L'Humanité Fabien Gay qui a la volonté de relancer, d'adapter notre Humanité Quotidien avec une nouvelle rédaction le 24 janvier et notre Humanité Dimanche qui est devenu l'Humanité Magazine depuis le 20 janvier.

La presse d'opinion souffre de plus en plus du manque de publicité, mais aussi de l'augmentation du prix du papier, de la casse du service public de la poste qui a la volonté à court terme de ne plus livrer les journaux, mais aussi la mise dans les mains des groupes industriels des livraisons de la presse chez les marchands de journaux. L'aide de l'État à la presse d'opinion a elle aussi considérablement diminué depuis plusieurs décennies.

Ces choix politiques mettent en cause le pluralisme de la presse, qui pourraient aboutir à une dictature de l'information.

Dans le cadre de ces élections présidentielles et législatives, nous avons besoin de retrouver une dynamique à la lecture de l'Humanité Quotidien qui apporte chaque jour une contre-vérité à ce libéralisme qui appauvrit le peuple pour enrichir les actionnaires. L'Humanité Magazine, lui, est un outil pour aller au contact des gens, qui contient des dossiers sur le vécu du monde du travail et sur la vie du peuple. Le programme « Des Jours Heureux » propose de créer un conseil des médias, qui veillera au respect de la liberté d'information dans le pays. Les fonds d'aide à la presse seront revalorisés pour permettre la modernisation et l'accès du plus grand nombre aux journaux, et l'aide publique aux journaux quotidiens à faibles ressources publicitaires sera doublée. Les outils d'impression et de distribution seront mutualisés dans l'objectif d'abaisser les coûts de production, afin de garantir un véritable pluralisme et d'assurer une diffusion équitable de l'ensemble de la presse d'information.

27 janvier Retour sur la mobilisation interprofessionnelle sur les salaires et l'emploi



Alors que les prix connaissent une véritable flambée, notamment pour les produits de première nécessité, l'alimentation ou l'énergie... les ressources, quant à elles, stagnent. Ceci est loin d'être le cas pour les revenus du capital qui explosent : En 2021, 70 milliards d'euros de dividendes ont ainsi été versés aux actionnaires du CAC 40. Une telle injustice dans la répartition des fruits de la croissance retrouvée attise la colère du monde du travail.

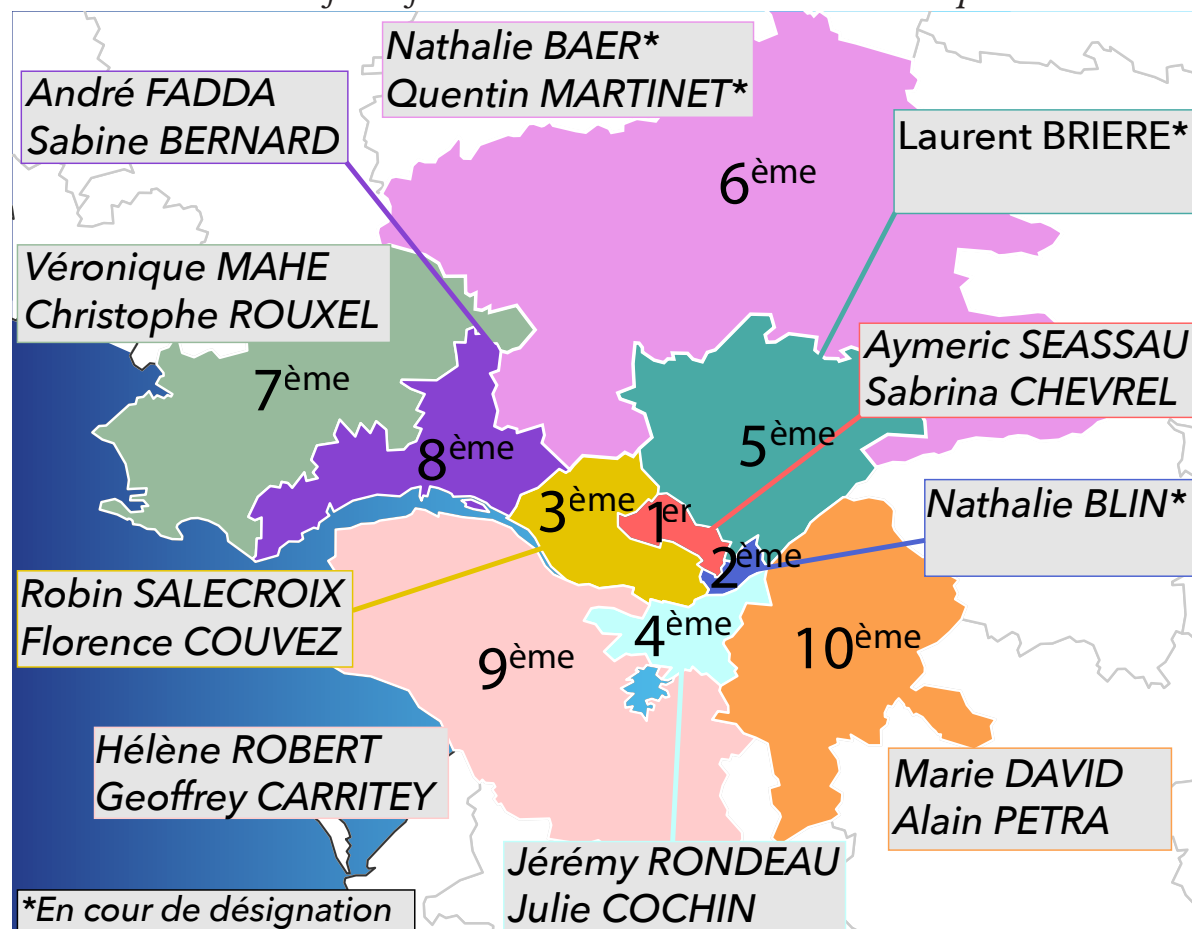
C'est dans ce contexte que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à travers toute la France jeudi 27 janvier, « pour l'augmentation générale des salaires, pensions, bourses, allocations et minima sociaux ». Cette journée d'action interprofessionnelle avait été appelée par les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL.

Parmi les revendications figuraient en bonne place celles concernant le dégel du point d'indice des fonctionnaires, ainsi que celles relatives à une augmentation substantielle du salaire minimum. Plus généralement, les slogans affichés à bout de bras ou scandés par la foule dénonçaient le démantèlement des services publics, réclamaient des améliorations des conditions de travail, les 32 heures, des retraites à 60 ans, une prise en compte de la pénibilité ou encore des formations professionnelles conséquentes. La protection sociale, l'égalité professionnelle, la justice sociale n'étaient pas oubliées...

En Loire-Atlantique, c'étaient plusieurs milliers de manifestants qui se sont retrouvés pour battre le pavé, entre Saint-Nazaire, Ancenis et Nantes, porteurs des revendications de l'ensemble des salariés, du public comme du privé. Étudiants et retraités n'étaient pas en reste, venus nombreux pour dire le refus de la vie proposée par nos gouvernants et par le patronat.

Législatives 2022

Les chefs de files communistes en Loire-Atlantique



*En cour de désignation

Les sections du territoire ont proposé au Conseil départemental et au Conseil national du Parti communiste français des chefs de files en vue des élections législatives des 12 et 19 juin prochains.

Le PCF de Loire-Atlantique se met dès aujourd'hui en capacité de présenter des candidats dans l'ensemble des 10 circonscriptions du département. Tout comme avec la candidature de Fabien Roussel à la présidentielle, ces candidats aux sièges de député auront à cœur de porter l'espoir des jours heureux dans notre pays.

En proposant un nouveau pacte pour engager la révolution dans le monde du travail, donner la priorité aux biens communs, aux services publics, à la jeunesse, à la construction d'un nouveau modèle de développement en réindustrialisant la France et en plaçant notre industrie sous la protection de la République.

Loin de l'écologie punitive et culpabilisante, les communistes veulent agir pour développer un nouveau modèle de consommation et de production énergétique décarbonée (comme le projet Écocombust) et en investissant dans les centrales nucléaires, dans la rénovation du bâti, dans les transports publics et imposer aux industries consuméristes des productions plus vertueuses.

Le projet original porté par les candidats communistes veut initier la transition féministe, conquérir de nouveaux droits émancipateurs pour nos concitoyens, faire l'égalité réelle et garantir l'égalité des territoires qu'ils soient ruraux ou urbains.

Au plan national le PCF veut avoir des chefs de file dans les 577 circonscriptions et engager le débat sur des propositions claires et valoriser le rôle du Parlement qui sous le règne de Macron est devenue une chambre d'enregistrement.

Travailleurs détachés des chantiers

À mêmes conditions de travail, les mêmes droits et salaires ?

Notre camarade Fabien Gay, sénateur de Seine-Saint-Denis et directeur de *L'Humanité* était en déplacement à Saint-Nazaire le mardi 25 janvier dernier accompagné des parlementaires communistes espagnols Sira Rego et Miguel Angel Bustamante. La délégation est allée soutenir les salariés de l'espagnol Pine, sous-traitant des Chantiers de l'Atlantique.

Depuis juillet, sept salariés détachés espagnols, soutenus par la CGT, ont été licenciés pour avoir dénoncé entre autres le non-versement de leur salaire. Leurs contrats ne répondaient pas aux normes en vigueur en France, de plus, des vexations discriminatoires ont été constatées à l'encontre de ces salariés étrangers. Entre insultes, brimades, menaces et cadences infernales, les corps et les esprits de ces travailleurs sont marqués.

La situation vécue par les ouvriers espagnols de Saint-Nazaire relève du scandale : alors que la réglementation européenne en vigueur prévoit que les travailleurs détachés soient soumis aux mêmes conditions de travail que leurs homologues du pays où ils travaillent, Pine, dans une course au moins-disant social, applique la convention collective de la métallurgie espagnole. **Pire, les conventions collectives varient entre régions en Espagne, l'employeur s'est arrangé pour embaucher ses ouvriers selon les normes en vigueur à Madrid, bien moins avantageuses que celles de Cadix ou Bilbao où les contrats ont été signés.**

Au-delà des chefs de chantiers dictatoriaux sur lesquels la direction des Chantiers semble bien heureuse de fermer les yeux, se cachant derrière le rapport donneur d'ordre-sous-traitant, l'affaire Pine vient souligner le manque criant de coordination entre États-membres de l'Union européenne pour faire respecter le droit du travail. **Si les inspecteurs du travail sont en manque criant sur les Chantiers, l'Union européenne n'a**



eu aucun mal à verser 1,3 milliard d'euros à la construction navale civile sans aucune contrepartie de la part des entreprises bénéficiaires.

En visite à Saint-Nazaire, Fabien Gay a défendu « les travailleurs étrangers [qui] ne sont pas les ennemis des travailleurs français, ce sont nos frères et sœurs. Mais le même travail doit offrir les mêmes droits sociaux. »

Tipiak



La direction contrainte de céder !

La mobilisation des salariés de Tipiak a permis d'arracher une augmentation de salaires de 2.5 % et une revalorisation de la prime de quart. C'est moins que les 4 % initialement revendiqués par les ouvriers mais le double de la proposition patronale du début de négociation.

Cette victoire a été obtenue après 14 jours de grève chez Tipiak Saint-Aignan-de-Grand-Lieu et 9 jours de grève sur les sites de Malville, Pontchâteau et Saint-Herblain. L'âpreté du conflit fait dire à Damien Marin, Délégué syndical CGT : « **Malgré les profits énormes réalisés, la direction voulait mettre en place une clause pour nous empêcher de réclamer une hausse de plus de 1 % lors des négociations de 2023, ce n'est pas acceptable** ». L'accord signé le lundi 14 février a rejeté cette clause. La production a repris. La lutte des salariés a payé et montré que le rapport de force établi contre la direction a permis de faire évoluer la situation dans le bon sens. De nombreuses organisations, des militants et des personnalités parmi lesquels des élus communistes ont soutenu la lutte des Tipiak, une lutte qui a marqué l'actualité sociale de ces derniers jours dans notre département.

Il est encore possible d'aider les grévistes en envoyant un don à la caisse de grève mise en place et accessible sur le lien : <https://www.cotizup.com/pour-les-pirates>.

Candia

Des licenciements purement boursiers ?

Le 1er février dernier, le groupe Sodiaal, propriétaire de Candia, a décidé de fermer deux usines, celle de Campbon en Loire-Atlantique et celle de Saint-Martin-Belle-Roche en Saône-et-Loire.

300 emplois sont menacés parmi lesquels 161 sur le site de Campbon, exclusivement tourné vers la fabrication de briques et de bouteilles de lait. C'est un poumon économique local, les salariés, les élus locaux, les agriculteurs locaux et les habitants du territoire sont sous le choc. Beaucoup d'entre eux ont déjà vécu la fermeture de l'usine du Lude dans la Sarthe, c'était en 2014. Dès lors, ils avaient fait leurs bagages et étaient arrivés à Campbon.

Une mauvaise expérience se répète, mais cette fois-ci aucune solution de reclassement à l'intérieur du groupe n'est envisagée, et la seule piste évoquée par Candia et les pouvoirs publics est la reprise de l'usine par un investisseur. Au Lude, aucun repreneur ne s'était déclaré. Pour justifier ces fermetures de sites, l'entreprise invoque des problèmes économiques liés à la concurrence du lait végétal. Pourtant, le groupe Sodiaal qui emploie plus de 9000 personnes dans le monde et qui réalise 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires ne se porte pas si mal. Détenteurs des marques Entremont, Régilait ou Yoplait, ce groupe créé en 1990 était au départ une coopérative d'agriculteurs.

Il est devenu aujourd'hui une multinationale aux filiales opaques dont les méthodes d'optimisation fiscale avaient attiré la curiosité de l'émission « Cash Investigation » de France 2 en 2018. Les licenciements programmés seraient-ils boursiers ? Si oui, il y a urgence à placer tous ces sites sous la protection de la République comme le propose Fabien Roussel.



L'Université permanente, du savoir pour agir



L'Université a pour objet d'ouvrir un autre espace pour accueillir des pensées construites et progressistes. Une volonté d'avoir un autre point de vue, signe d'une distance avec les discours dominants. Une perspective qui n'a rien de minimaliste.

Elle s'inscrit dans un projet plus large d'éducation populaire, de diffusion de savoir pour construire par soi-même des repères, de la pensée critique, des argumentaires dont l'ambition est de mettre en question l'ordre social existant.

Déconstruire des vérités toutes faites et redonner du sens à un certain nombre de conceptions utilisées à tout va et éloignées de leur signification. Ainsi, par exemple, le concept de totalitarisme. Une fois par semaine est proposée une conférence, dans le cadre de cy-

cles : philosophie, lettres, histoire, économie. Et encore : à la découverte de l'activité scientifique, femmes et littérature. Le lien entre politique et savoir renvoie à une idée profonde : « la lutte des classes passe d'abord par la lutte des idées ».

Cette université permanente, si elle s'adresse aux communistes, a pour vocation de s'adresser très largement à un public curieux.

Tenu en réel à l'espace Niemeyer (place du Colonel Fabien), les conférences sont ensuite diffusées sur la chaîne youtube de l'Université. Récemment, des thèmes comme, « la contribution française à la naissance du socialisme et du communisme » avec Stéphanie Roza -chercheuse au CNRS-, « Olympe de Gouges », « lecture de Marx, le Capital section IV » sont proposés.

<https://www.youtube.com/universitepermanente>

Le peuple

Les Rencontres de Sophie 2022

Quelques semaines seulement avant le premier tour des élections présidentielles, Les Rencontres de Sophie vont traiter d'une thématique portée par l'actualité : le peuple.

Sujet très politique s'il en est, les controverses risquent d'être vives, d'autant que, selon qui parle, à qui il est adressé et la période de l'histoire où il est prononcé, le terme de « peuple » peut être entendu de manières très différentes.

Pour le philosophe Gérard Bras, intervenant le samedi 19 après-midi, c'est un nom qui « pose la question de l'égalité, dans tous ses aspects, et qui engage à s'interroger sur la démocratie et sa puissance. »

Sur le plan historique, Jean-Clément Martin, ancien professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Nantes, actuellement professeur d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne et directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française (CNRS), évoquera « Le peuple en révolution ».

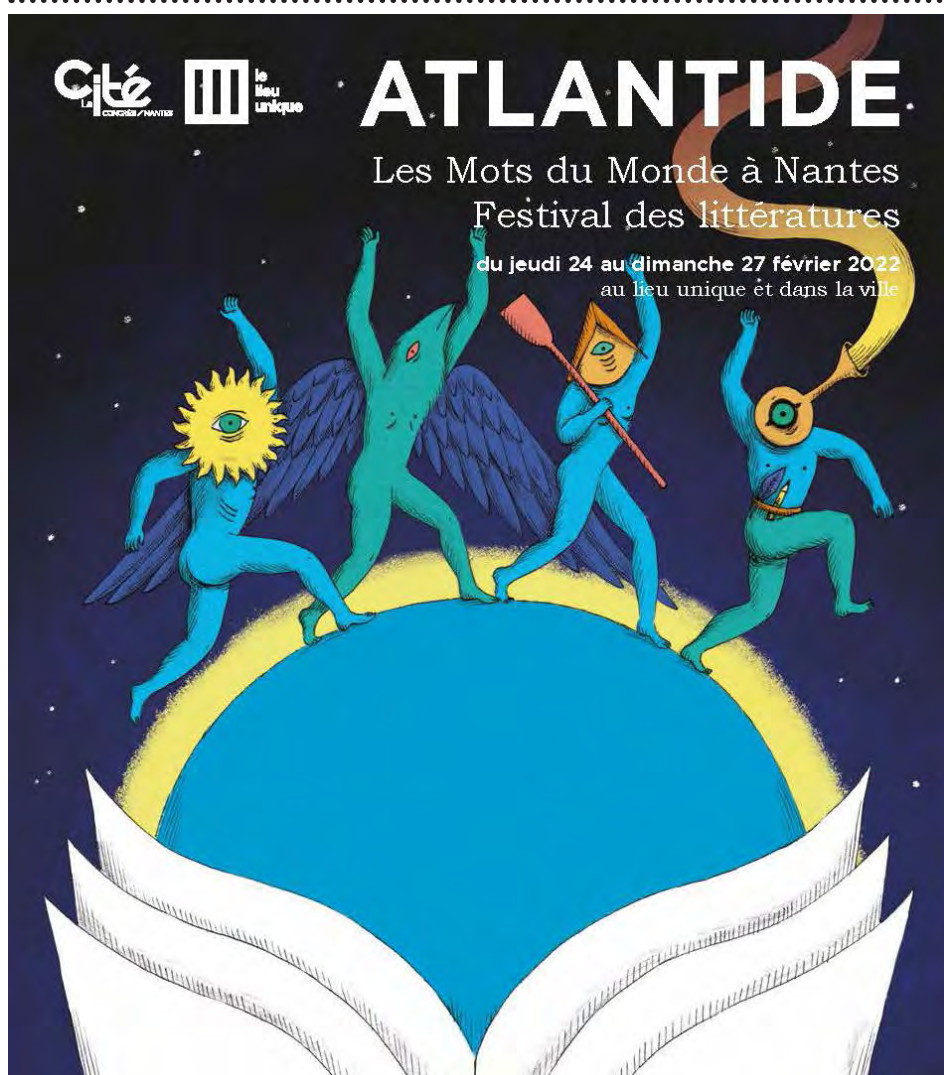
Autre philosophe, Isabelle Garo, spécialiste de Marx et d'Engels - notamment collaboratrice de la GEME (Grande Édition des oeuvres de Marx et d'Engels) -, traitera du « peuple chez Marx, entre classe et nation », et de l'actualité de la question.

La notion de « populisme » sera elle aussi le sujet d'une table ronde, avec Chantal Mouffe, autrice de plusieurs livres sur le sujet, Yannick Guin, professeur honoraire à l'Université de Nantes, ancien adjoint au Maire de Nantes et Vice-Président de la métropole et David Cayla du collectif des « Économistes atterrés », que la cellule Guy Moquet de Nantes recevait il y a quelques mois dans le cadre d'un débat en visioconférence.

La semaine suivante, Saint-Nazaire recevra, entre autres invités, le philosophe Jacques Rancière, ainsi que l'écrivain-cinéaste Gérard Mordillat.

Programme complet en ligne

Cité de Congrès de Nantes les 19 et 20 mars
puis au Théâtre de Saint-Nazaire les 25 et 26 mars



Le festival Atlantide a 10 ans

Les Mots du Monde à Nantes

Cette année encore, le festival nantais des littératures développe son ouverture sur l'ailleurs, son désir de questionner les cultures et les imaginaires des cinq continents.

Plus d'une centaine de rencontres se succèdent ainsi dans un certain nombre de lieux de la ville : au Château des ducs, à la libre usine, dans les maisons de quartier, les librairies, les médiathèques et bien sûr, au Lieu Unique pour un beau programme comprenant une cinquantaine d'auteurs invités.

Après une « leçon inaugurale » prononcée par le prix Goncourt 2021 Mohamed Mbougar Sarr, de nombreuses questions sont proposées au débat :

« Que se passe-t-il aujourd'hui à l'est de l'Europe ? Pouvons-nous encore parler de carte, de territoire devant la mémoire et l'Histoire qui nous lie ? En ces temps de turbulences, comment dessiner ou raconter le monde afin d'ouvrir de nouvelles pistes pour la création ? Où en sont les migrations dans les fictions ? Le poème est-il notre dernière patrie ? Percevons-nous les secousses américaines de la même manière depuis Paris et depuis les États-Unis ou l'Amérique latine ? L'enfance garde-t-elle cet émerveillement éternel aux yeux des créatrices et des créateurs ? » (extrait de l'édito d'Alain Mabanckou, directeur artistique du festival)

À signaler en particulier, l'exposition consacrée à Hélène et René Guy Cadou à la médiathèque Jacques Demy, et dont Atlantide se fait l'écho, expo qui se tient jusqu'au 7 mai.

Tous deux nés en Loire-Atlantique, les poètes Hélène et René-Guy Cadou auront participé à la création poétique sur plusieurs décennies. Mort jeune, René Guy qui, avec quelques amis, a fondé « l'École de Rochefort », laissait notamment un très beau recueil amoureux : « Hélène ou le règne végétal ». Hélène, de son côté, va constituer une œuvre importante, publiant régulièrement chez quelques éditeurs de choix jusqu'à ses dernières années, notamment chez Rougerie. Des recueils de textes inédits d'Hélène et de René Guy Cadou devraient paraître prochainement aux éditions Brémont et aux éditions Doucey.

Meeting

Fabien ROUSSEL à Nantes



Prenant la suite des congrès enthousiastes de Marseille ou Montreuil qui scandent la campagne de notre candidat aux présidentielles, Nantes recevra Fabien Roussel le :

Lundi 21 mars, 19 heures à la Cité des Congrès
Attention la date a changé depuis notre dernier numéro

Train : face à la gare TGV (sortie Sud)
Tramway : Ligne 1 – station « Duchesse Anne »
Busway : Ligne 4 – arrêt « Cité Internationale des Congrès »
Parking : 420 places de parking sur site

Afin de faciliter l'organisation générale de la belle rencontre qui se profile, chacune et chacun est prié de se manifester, soit auprès de la Fédération PCF de Loire-Atlantique, au 41 rue des Olivettes, Nantes, notamment pendant le temps de permanence des Jours heureux le mercredi de 17h00 à 19h00, soit directement sur le lien qui suit :

https://www.fabienroussel2022.fr/meeting_nantes

Le programme des Jours heureux

Maintenant disponible



Découvrez les propositions pour le retour des Jours heureux dans notre pays, construites autour de 6 objectifs.

Travailler tous, travailler moins, travailler mieux avec des propositions concrètes comme l'augmentation générale des salaires et des minima sociaux, avec un smic à 1 500 € net et aucune pension inférieure à 1 200 € net. Un droit universel à l'emploi sera là pour garantir tout au long de la vie un emploi ou une formation bien rémunérés grâce à un nouveau service public de l'emploi, la retraite à 60 ans et la réduction du temps de travail à 32h. Mais également des droits nouveaux pour que les salariés décident dans leurs entreprises.

Plus de services publics pour améliorer notre quotidien et combattre les inégalités. Avec l'embauche de 500 000 nouveaux agents et un plan de développement de l'hôpital avec 100 000 emplois créés ainsi que l'arrêt des fermetures de lits et des privatisations. Enfin 90 000 recrutements dans l'Éducation nationale pour baisser les effectifs par classe et assurer les devoirs à l'école.

La jeunesse, avenir de la France : « Parcoursup » sera supprimé ainsi que la sélection à l'entrée des universités. Création d'un revenu étudiant d'un montant minimum de 850 euros par mois. « Zéro jeune au chômage » garantira un travail ou une formation qualifiante à chaque jeune.

Un nouveau modèle de développement pour répondre aux défis écologiques et humains en s'attaquant aux logiques destructrices du capitalisme et en portant un plan de 140 milliards d'euros d'investissement pour l'emploi et le climat.

L'égalité entre les femmes et les hommes devra rendre effective l'égalité salariale dans l'année suivant l'élection. Le droit à l'IVG sera inscrit dans la Constitution comme droit fondamental.

Instaurer l'égalité réelle : sanctionner plus durement le racisme et l'antisémitisme, créer un plan de prévention et d'éducation pour combattre les LGBTQI-phobies, créer un droit effectif à l'autonomie et la non prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de l'allocation adulte handicapé. Créer aussi un grand ministère de la Culture, de l'éducation populaire et des médias avec un budget de 1% du PIB.

Pour cela, trois moyens d'action seront mis en œuvre : s'attaquer au coût du capital dicté par le monde de la finance, rendre au peuple sa pleine souveraineté et agir pour transformer l'Europe de fond en comble.

Disponible pour 2 euros à la fédération du PCF de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes).

Saint-Nazaire

75 personnes aux banquet des Jours heureux



Dimanche 30 janvier, 75 camarades se sont retrouvés pour le banquet organisé par le comité des Jours Heureux Saint-Nazaire/Brière. Après les prises de parole de Cédric Turcas, secrétaire de la section nazairienne, Aymeric Seassau, secrétaire départemental et Laurent Brun, secrétaire général CGT cheminots, la présentation du binôme désigné pour les législatives, les convives ont pu déguster une délicieuse paëlla, se laisser emporter par les accents méditerranéens du groupe MAMS, débattre sur la présence des communistes dans les entreprises et tracer les perspectives d'action pour les semaines à venir.

Moment de convivialité et de fraternité attendu par toutes et tous, cette initiative est la 1ère d'une campagne dynamique pour redonner de l'espoir au peuple de gauche.

Souscription

Élection présidentielle

La construction d'une alternative politique aux politiques de droite incarnées par Emmanuel Macron et les candidats de la droite traditionnelle ; la construction d'un débouché politique à la crise de la société qui fait prospérer les idées nauséabondes d'extrême droite autour d'Éric Zemmour et Marine Le Pen, nécessitent des moyens financiers à la hauteur des enjeux de financement durable du PCF et des campagnes qu'il entend mener. Le financement du PCF est une question politique, tout autant que le sens de ses candidatures, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives. Les puissances financières sont parfaitement organisées pour voir leurs intérêts préservés et défendus en 2022. Plus que dans n'importe quelle autre force politique, nous attirons l'attention de tous les militants et militants communistes, de leurs sympathisants, sur le besoin de lever des fonds pour défendre les idées de progrès au service d'une visée, celle des jours heureux.

Je participe à la souscription exceptionnelle et je verse..... euros pour la campagne présidentielle de Fabien Roussel (Les dons sont à effectuer par chèque à l'ordre de l'ADF et à envoyer à ADF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. En effectuant un don à l'ADF vous bénéficierez d'un crédit de 66% sur votre impôt sur le revenu.)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :Ville :

Téléphone :

E-mail :



Ces 28, 29 et 30 janvier 2022 a eu lieu, dans la mairie de nouveau communiste de Villejuif, le 43ème congrès du Mouvement des Jeunes Communistes de France. **Entre débats et moments fraternels, les jeunes communistes ont pu déterminer quelle sera leur ligne politique dans les prochaines années.**



Des débats parfois houleux ! Comme sur la question du service militaire ou du marxisme-léninisme qui finalement a été voté et dont le terme apparaît dans le texte. Mais des débats qui se sont toujours fait dans le respect et la fraternité. Des délégations ont aussi demandé une présence plus importante des suivis sur le terrain pour aider les fédérations à avancer, à se former ou à se structurer. Les temps fraternels ont été nombreux ; **ils ont pu permettre aux délégués de se retrouver et de partager en ces temps difficiles pour le mouvement communiste et pour le mouvement ouvrier en règle générale.**

La délégation du 44, qui réunissait cinq délégués, avait choisi, pour l'ensemble des amendements, un vote libre. Mais pour le vote du texte la délégation a choisi, à l'unanimité, de le voter. Le 44 a également pu nouer des liens plus forts avec les autres fédérations, rencontrer de nouveaux camarades et ainsi partager de très bons moments.

Le conseil national proposé a été élu. La direction proposée a aussi été élue. **Jeanne Péchon et Léon Deffontaines pourront poursuivre, avec toute la direction, le gros travail de reconstruction de la JC et de l'UEC dans le but de continuer à porter les idées communistes et révolutionnaires au plus près des jeunes.**

Une campagne présidentielle qui progresse.

Le candidat communiste **Fabien Roussel progresse dans les sondages. Il est désormais crédité de 4 à 5 % contre 1 à 2 % il y a un mois.** Une progression aussi dans les têtes. Désormais, où que nous allions, Fabien Roussel est connu de presque tous et ses propositions aussi. Désormais, les gens nous connaissent et sont, pour beaucoup, enthousiastes de voir le candidat du monde du travail dans une bonne dynamique.

Certains nous disent même « Ah voilà la nouvelle star ! ». **Une dynamique qui d'ailleurs ne s'arrête pas, même si une presse calomnieuse, en la personne de Mediapart, a cherché à la stopper par le biais d'un article calomnieux aux preuves inexistantes.** Mais ces mensonges ne doivent pas impacter la campagne électorale du Parti communiste. Pour l'instant, le secrétaire national et candidat du PC continue sa bonne campagne et les militants de la JC comme du PC poursuivent la lutte. **Et cela malgré les tentatives vaines d'une certaine gauche, déconnectée des conditions de vie et de travail des classes populaires et de la classe ouvrière, de nous déstabiliser.** Rien n'est fini et le plus dur est encore devant nous.

Mais les communistes vont continuer à se battre pour l'union essentielle des travailleurs et du prolétariat derrière le Parti communiste car « Nous les prolétaires nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Gabriel Augéat

Pierre Sémard

80^{ème} anniversaire de l'assassinat

Comme chaque année, le 7 mars, les cheminots de la CGT, le PCF, le comité départemental du souvenir, des associations d'anciens combattants et de familles de fusillés se retrouvent pour rendre hommage à Pierre Sémard, **Secrétaire de la fédération des cheminots CGT, dirigeant national du PCF, fusillé par les Nazis.**



C'est dans les années 20 que Pierre Sémard se voit confier des responsabilités politiques. Il devient Secrétaire général du PCF en 1924 et prône l'ouverture du parti. Il confiera de nombreuses missions au jeune Maurice Thorez qui deviendra bientôt le Secrétaire général du PCF. C'est à partir du début des années 30 que Pierre Sémard accepte de nouveau des responsabilités syndicales. Secrétaire général de la fédération des cheminots, **il sera l'un des négociateurs de la CGT pendant le Front populaire et lors de la création de la SNCF.**

Arrêté en 1939 pour appartenance au PCF, alors officiellement interdit, **il sera livré, avec d'autres dirigeants communistes et cégétistes, comme otage aux autorités allemandes. Il est fusillé le 7 mars 1942 à Evreux.**

Commémoration le lundi 7 mars

À 11 heures

Monument de la gare nord à Nantes



Hommage à

Michel GUEGAN

La rédaction des Nouvelles de Loire-Atlantique et la fédération du PCF souhaitent rendre hommage à Michel Guegan mort à l'aube de ses 86 ans. Camarade de longue date de la cellule de Montoir résidant à Saint-Michel-Chef-Chef, qui par son engagement et sa sincérité a marqué les esprits et les cœurs.

Régulièrement présent pour nous aider et animer la Fête des Nouvelles, nous garderons un souvenir éternel de lui. Nos pensées vont à sa famille, à ses enfants et à Madeleine, sa femme.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Véronique MAHE
Pierre RIOU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)